



## CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

La Caisse des Allocations familiales de l'Orne représentée par le Président de son Conseil d'administration, M. Jean-Luc LETELLIER et par son Directeur, M. Emmanuel KLEIN, dûment autorisés à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

et

- La Communauté de communes de Terres d'Argentan Interco, représentée par son Président, M. Frédéric LEVEILLÉ, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil communautaire, ci-après dénommé Terres d'Argentan Interco ;
- La commune de Trun, représentée par son Maire, M. Jacques PRIGENT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal ;
- La commune d'Ecouché-les-Vallées, représentée par son Maire, M. Alain LOLIVIER, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal ;
- La commune de Monts-sur-Orne, représentée par son Maire, M. Gilles MALLET, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal ;
- La commune d'Argentan, représentée par Mme Danièle BENOIST, 2<sup>ème</sup> adjointe, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la loi du 18 décembre 2023 pour le Plein emploi ;

Vu le décret n°2021-1644 du 14 décembre 2021 relatif à la Gouvernance des services aux familles et au métier d'Assistant maternel ;

Vu le décret n° 2025-253 du 20 mars 2025 relatif au Schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-1-3 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Caf de l'Orne concernant la stratégie pluriannuelle de renouvellement des Ctg ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Terres d'Argentan Interco en date du 2 décembre 2025 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Trun en date du 10 décembre 2025 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune d'Ecouché-les-Vallées en date du 4 décembre 2025 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Monts-sur-Orne en date du 15 décembre 2025 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune d'Argentan en date du 2 février 2026 figurant en annexe 6 de la présente convention.

## PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- développer des services attentionnés tout au long des parcours de vie de chacun ;
- garantir un accès efficace au juste droit en améliorant le modèle de délivrance des prestations ;
- mobiliser les leviers de performance et accompagner les transformations, grâce à une organisation territorialisée, départementale, solidaire et au plus proche des partenaires locaux.

Ces missions passent par les objectifs suivants :

- répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance ;
- réduire les inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires pour favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et l'épanouissement des enfants ;
- favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes ;
- soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence ;

- favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles ;
- renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires ;
- sécuriser et accompagner les habitants allocataires dans une relation de confiance centrée sur l'accès aux droits et aux services ;
- renforcer les coopérations avec les partenaires locaux.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passe par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...

Son plan d'action s'inscrit en cohérence avec les orientations du schéma départemental des services aux familles, animé par le Comité Départemental des Services aux familles, dont la Caf assure le secrétariat général. Ce comité est présidé par le préfet de département et ses Vice-Présidences sont assurées par le président du Conseil Départemental ou un conseiller départemental, un maire ou président d'établissement public de coopération intercommunale du département, et le Président du conseil d'administration de la (CAF) ou un administrateur de ce conseil d'administration désigné par celui-ci.

La collectivité locale peut ainsi s'appuyer sur la CTG pour formaliser ses engagements d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant. Le volet petite enfance et parentalité de la CTG répond aux attendus du schéma d'Autorité Organisatrice et dispense la collectivité signataire de la CTG de réaliser un schéma dès lors que son contenu est ajusté aux attendus définis dans le cadre du décret n° 2025-253 du 20 mars 2025.

La CTG s'appuie également sur une concertation des partenaires et des usagers.

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

Les caractéristiques territoriales suivantes : La communauté de communes est créée le 1<sup>er</sup> janvier 2014 par fusion des communautés de communes du Pays d'Argentan, de la Plaine d'Argentan Nord et de la Vallée de la Dives. Elle fusionne à nouveau le 1<sup>er</sup> janvier 2017, cette fois avec la communauté de commune des Courbes de l'Orne et la communauté de communes du Pays du Haras du Pin.

La nouvelle intercommunalité porte le nom de Terres d'Argentan Interco. Elle regroupe 49 communes, compte 34078 habitants et s'étale sur 715 km.

Ce territoire est administré par 82 élus et un Président.

Sous-préfecture de l'Orne et siège du Tribunal de grande instance, la ville occupe une place majeure dans son bassin de vie. Son niveau d'équipement, son poids démographique et économique en font un pôle urbain rayonnant au-delà des frontières de la Communauté de Communes.

La commune d'Argentan propose aux familles 2 crèches, d'une capacité de 40 places chacune, une crèche familiale (12 places) et un RPE (Relais Petite Enfance).

La commune d'Ecouché les Vallées propose une crèche d'une capacité de 20 places. La commune de Trun propose une crèche d'une capacité de 20 places.

Les Alsh du territoire d'Argentan accueillent tous les enfants de 3-5 ans, 6-13 ans et les 14-17 ans.

La Ville d'Argentan propose également des tickets sport, durant les vacances scolaires.

#### Les territoires (bassins de vie) et les champs d'intervention prioritaires suivants :

Le Contrat de Réussite et de Transition Ecologique, le contrat de ville, le Plan Educatif Territorial (PEdT). Ces contrats transcrivent une volonté politique d'aller vers un territoire solidaire et innovant, avec une politique éducative de qualité.

La volonté politique est d'aller vers un Projet Educatif Global ; il serait alors le cadre de référence pour conduire une politique éducative ambitieuse pour les 0-25 ans à l'échelle du territoire.

#### Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernant :

L'accès aux droits et aux services, l'accueil des jeunes enfants, la jeunesse, le cadre de vie, l'accès et le maintien dans le logement, la médiation familiale, la lutte contre l'exclusion, l'accompagnement des familles en difficulté, le soutien à la parentalité, la prévention et le bien-être en matière de santé.

#### Les degrés d'intervention de chaque partenaire sur les champs d'intervention communs :

A ce jour, les communes de Trun et Ecouché les Vallées sont gestionnaires de l'offre concernant la petite enfance et l'organisation du temps extra-scolaire sur leur territoire.

Dans le cadre du projet d'administration partagée entre la ville d'Argentan et Terres d'Argentan Interco, les structures de la petite enfance présentent sur la ville d'Argentan sont intégrées à la Direction mutualisée Education, Enfance, Sports. La Ctg est coordonnée par Terres d'Argentan Interco ; certaines directions ou services pourront être porteurs potentiels de projets identifiés (par exemple illettrisme — direction de la cohésion sociale).

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de l'Ome et la communauté de communes de Terres d'Argentan Interco, les communes d'Argentan, de Trun, d'Ecouché les Vallées et de Monts sur Orne souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- d'identifier, dans le cadre du diagnostic partagé, les besoins prioritaires et les besoins non satisfaits sur la commune ou communauté de communes (Annexe 1) ;
- de définir un plan d'actions et une programmation permettant d'identifier les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin et de développer des actions nouvelles permettant de pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2 et 3) ;
- de suivre la mise en œuvre du plan d'actions et de mesurer les impacts de la démarche (Annexes 4).

## ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la communauté de communes de Terres d'Argentan Interco concernent :

- > **répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance par :**
  - un égal accès à l'information et une offre d'orientation et d'accompagnement ainsi qu'à l'accès réel de tous les enfants aux modes d'accueil ;
  - à la pérennisation et au développement des places d'accueil individuel et collectif pour garantir aux familles une offre de qualité, conforme aux exigences de la Charte d'accueil du jeune enfant en tout point du territoire.

**La branche Famille s'est engagée à déployer une réponse diversifiée aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du Service Public de la Petite Enfance. Véritable opportunité de vivifier le projet de territoire et d'accélérer les transformations à l'œuvre, le service public de la petite enfance (SPPE) participe pleinement à l'attractivité des services aux familles. Il se structure autour de trois priorités : lutte contre les inégalités sociales et de destin dès le plus jeune âge, lever tous les freins au développement de l'offre d'accueil et proposer des solutions d'accueil de qualité.**

- > **réduire les inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires par :**
  - le maintien et le développement des accueils péri et extra scolaires relevant des ACM, des accueils de jeunes et des départs en vacances des enfants en séjour collectif ;
  - l'accessibilité financière des familles et l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les accueils de loisirs.
- > **favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes par :**
  - le développement d'une information adaptée et d'un accompagnement à l'engagement et à la participation des jeunes ;
  - l'autonomie des jeunes via le logement et l'engagement citoyen et l'accès aux droits et aux services des jeunes et de leur famille.

- > **soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence par :**
  - une action coordonnée avec le service public la petite enfance et la démarche « 1 000 premiers jours » dès l'arrivée de l'enfant ;
  - l'accès des parents à une offre de soutien à la parentalité de proximité, diversifiée et innovante notamment pour les parents d'adolescents ;
  - l'accompagnement de la séparation auprès des deux parents et la lutte contre la pauvreté des familles monoparentales.
- > **favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles par :**
  - l'évolution des aides personnelles au logement, le renforcement du partenariat avec les bailleurs sociaux et la prévention des expulsions et des impayés locatifs ;
  - la contribution à la lutte contre la non-décence des logements et le soutien au développement de solutions de logements innovants ou adaptés.
- > **renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap par :**
  - la mise en œuvre des réformes relevant des politiques du handicap, de l'autonomie et de la solidarité ;
  - les interventions de travail social en direction des familles en situation de vulnérabilité.
- > **sécuriser et accompagner les habitants allocataires dans une relation de confiance centrée sur l'accès aux droits et aux services par :**
  - un niveau de service de base plus satisfaisant, s'appuyant sur ses partenaires, dans une démarche d'aller-vers et omnicanal ;
  - la détection automatisée des droits potentiels et la lutte contre les erreurs et la fraude afin de garantir le versement à bon droit des prestations légales et d'action sociale.
- > **renforcer les coopérations avec les partenaires locaux par :**
  - l'accompagnement des projets de territoires avec les partenaires et les élus ;
  - l'animation de la vie sociale des territoires ;
  - l'adaptation des politiques d'action sociale aux réalités locales et encourager les innovations de terrain.

### ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE (REGROUPEMENT DE COMMUNES OU COMMUNAUTE DE COMMUNES)

La Communauté de communes de Terres d'Argentan Interco, les communes d'Argentan, d'Ecouché les Vallées, de Trun et de Mont sur Orne mettent en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

- En réponse aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles, les collectivités locales sont, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les autorités organisatrices d'accueil du jeune enfant<sup>1</sup> (AO) et contribuent ainsi à **la mise en place du service public de la petite enfance**. A ce titre, elles exercent quatre compétences en fonction du nombre des habitants de leurs territoires :

Quel que soit le nombre des habitants de leur territoire, **toutes les communes ou EPCI** exerçant la compétence d'AO :

<sup>1</sup> Loi plein emploi du 18 décembre 2024.

- **recensent les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire** ; cette compétence vise à identifier les besoins des familles en matière de soutien à la parentalité et d'accueil du jeune enfant (nombre de places d'accueil requises, type d'accueil, accessibilité financière et géographique, etc.) et à recenser l'offre d'accueil, individuel (assistants maternels) ou collective (crèches) présente sur la commune ou l'intercommunalité ;
- **informent et accompagnent les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents** ; cette compétence vise à garantir, à la hauteur de ses moyens et de manière adaptée aux besoins de son territoire, la bonne information des parents et des futurs parents sur l'offre d'accueil des jeunes enfants disponible dans la commune (publique et privée) et à organiser et structurer une offre d'accompagnement à la parentalité pour tous les parents ;
- **Les communes de plus de 3 500 habitants exerçant la compétence d'AO planifient, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil du jeune enfant** ; cette compétence vise à fixer des objectifs de création de places d'accueil à court ou moyen terme, en identifiant les zones prioritaires à couvrir et les modalités d'accueil à favoriser au regard des besoins des familles ; cette planification tient compte des priorités partagées par les communes dans le cadre des travaux du comité départemental des services aux familles (Cdsf) et des ressources mobilisables dans le cadre du schéma départemental des services aux familles (Sdsf) ; **pour les communes ou les groupements compétents en cas de transfert de plus de 10 000 habitants, la mission de planification prend notamment la forme du schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles. Les communes (ou les groupements en cas de transfert de la compétence) qui ont conclu avec la Caf une convention territoriale globale (CTG), qui correspond aux attendus du schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil, sont dispensées de réaliser un nouveau schéma.**
- **soutiennent la qualité des modes d'accueil** : cette compétence vise à œuvrer à la montée en qualité de tous les modes d'accueil, individuels et collectifs, publics et privés. Elles s'assurent que le référentiel de qualité d'accueil soit mis en œuvre par tous les professionnels, diffusent la compréhension des droits et des besoins de l'enfant, et cherchent à renforcer la cohésion de la communauté éducative au sein du territoire (entre les différents lieux d'accueil, et avec l'éducation nationale) ; **pour exercer cette compétence, les communes (ou leur groupement lorsque la compétence leur a été transférée) de plus de 10 000 habitants doivent se doter d'un relais petite enfance à compter du 1er janvier 2026.**

La CTG constitue un cadre structurant sur lequel la commune et ou l'EPCI signataire peuvent s'appuyer pour exercer leurs compétences d'AO. La CTG assure une vision cohérente et opérationnelle de l'offre d'accueil et dispense la collectivité de réaliser un schéma d'AO dans la mesure où, sur le champ de la petite enfance en particulier, elle comporte :

- le diagnostic des besoins (Annexe 1) ;
- la liste des équipements et services soutenus chaque collectivité locale exerçant une compétence d'AO (Annexe 2) ;
- le plan d'actions de la CTG (Annexe 3) ;
- les modalités de concertation et les partenariats à développer et les ressources de coopération et d'ingénierie mobilisées (Annexe 4) ;
- les indicateurs de suivi et d'évaluation (article 9 de la présente convention).

#### ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé (annexe 1) sont :

- **maintenir l'équité territoriale** face à la ruralité, au vieillissement et à la précarité persistante ;
- **renforcer et étendre les services aux familles**, notamment dans les zones moins couvertes ;

- **développer l'accueil du jeune enfant et le soutien à la parentalité ;**
- **faciliter l'accès aux loisirs, à la culture et au numérique pour tous ;**
- **structurer une politique jeunesse et encourager l'autonomie des jeunes ;**
- **améliorer la coordination entre acteurs locaux et partenaires institutionnels ;**
- **favoriser l'accès à un logement et un cadre de vie de qualité ;**
- **promouvoir la prévention, la santé et le bien-être sur l'ensemble du territoire.**

Les objectifs conjoints sont :

- en matière de réponse aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance ;
- en matière de réduction des inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires ;
- en matière de soutien à l'autonomie et à l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes ;
- en matière de soutien des parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence ;
- en matière d'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles ;
- en matière de solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires ;
- en matière de sécurisation et d'accès aux droits et aux services ;
- en matière de coopération avec les partenaires locaux.

Les annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires signataires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

## ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

La Caf de l'Orne et Terres d'Argentan Interco, les communes d'Argentan, d'Ecouché les Vallées, de Trun et de Mont sur Orne s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

La Caf s'engage à répartir des financements bonifiés directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg » et du bonus trajectoire de développement.

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en annexe 2.

**Lorsqu'il se matérialise par le versement d'une subvention, le soutien financier de la collectivité territoriale doit permettre d'équilibrer un coût de fonctionnement garantissant la qualité du service attendu.** Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf, de Terres d'Argentan Interco, des communes d'Argentan, d'Ecouché les Vallées, de Trun et de Mont sur Orne.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- contribue à renforcer la coordination entre les deux signataires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf et Terres d'Argentan Interco.

Le secrétariat permanent est assuré par la collectivité.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixés d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

Dans le cadre du Copil de la CTG, chaque collectivité locale exerçant la compétence de planification de l'offre en tant qu'Autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant établit et actualise périodiquement son schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant qu'elle transmet au comité départemental des services aux familles (CDSF). La CAF apporte son soutien à la collectivité locale dans la vérification de la compatibilité (contenu et durée) de son schéma avec le schéma départemental des services aux familles.

Avec l'accord express des collectivités locales, la Caf peut transmettre au CDSF les éléments de la CTG correspondant au schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant, ainsi que son bilan intermédiaire et final.

## ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

## ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

## ARTICLE 9 - SUIVI, BILAN ET EVALUATION

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre une démarche à visée évaluative structurée autour de deux dimensions complémentaires :

### **1. Le suivi continu du plan d'action**

Un tableau de suivi partagé est mis en place dès le démarrage de la CTG dans le but de :

- actualiser régulièrement les informations (idéalement chaque trimestre) ;
- suivre l'état d'avancement des actions ;
- rendre compte des modalités de mise en œuvre, des avancements et des difficultés.

### **2. Le pilotage de la démarche évaluative avec la ou les collectivité(s) territoriale(s) en associant ses partenaires (associations, gestionnaires d'équipement, partenaires institutionnels, etc.)**

Le pilotage s'organise autour de trois temps complémentaires en comité de pilotage :

- des points d'étape annuels pour présenter l'état d'avancement du plan d'action et procéder à des ajustements mineurs si nécessaire ;
- un échange plus approfondi avec la collectivité territoriale à mi-parcours permettant d'examiner les avancées et les difficultés, et de décider d'éventuels ajustements mineurs, ou plus significatifs qui pourraient nécessiter un avenant à la CTG. Cet échange se traduit par la formalisation d'un bilan intermédiaire ;
- un échange associant les partenaires de la collectivité territoriale en fin de période pour analyser les résultats obtenus, évaluer le fonctionnement de la démarche CTG et préparer le renouvellement. Cette réflexion permet de formaliser un bilan final.

Cette organisation permet de maintenir une dynamique partenariale tout au long de la CTG, avec une mobilisation renforcée sur des moments-clés.

Une attention particulière est progressivement portée à l'évaluation des changements engendrés, non pas par chaque dispositif ou action pris isolément, mais par les effets de l'ensemble de ces actions et dispositifs sur le territoire. Cette approche permet d'évaluer le maillage territorial, la réponse aux besoins des habitants et de valoriser la vision globale et territoriale spécifique à la CTG. Il est ainsi attendu que la démarche à visée évaluative rende compte non seulement des réalisations (ce qui a été fait) mais aussi des changements territoriaux (ce qui a évolué pour les habitants du territoire).

Sous la responsabilité du COPIL CTG et avec l'aide de la Caf si nécessaire, les chargés de coopération ou les personnes désignées pour suivre la CTG au sein de la collectivité, conduisent l'évaluation des politiques et des actions mises en œuvre en :

- développant des partenariats afin de collecter des données et de l'information ;
  - concevant les indicateurs de suivi ;
  - conduisant les analyses statistiques, cartographiques, quantitatives et qualitatives et des dispositifs d'évaluation ;
  - exploitant et communiquant les résultats ;
- en s'appuyant sur les chargés de coopération avec l'aide de la Caf si nécessaire.

Lorsque la CTG tient lieu de schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant, ces bilans intermédiaire et final permettent de répondre aux exigences réglementaires prévues à l'article L. 214-2 du CASF. Ainsi, à minima les parties relatives au champ d'intervention « petite enfance » de ces bilans sont communiquées au CDSF. Ces bilans sont soit transmis par courrier ou mail par les signataires de la CTG au CDSF, soit la Caf les transmet au CDSF avec l'accord des signataires de la CTG.

Les collectivités locales signataires peuvent mobiliser l'outil « CTG dans ma poche »<sup>2</sup> pour suivre le bon déroulement du plan d'actions et des engagements qui le concernent. Ouvert aux chargés de coopération et aux personnes en charge des CTG au sein des collectivités locales, l'outil favorise le suivi de la programmation du plan d'actions de la CTG sous la responsabilité du comité de pilotage. Chaque collectivité signataire de la CTG désigne la ou les personne(s) habilitée(s) à utiliser l'application pour suivre les engagements qui la concerne. Elle s'engage à signer une convention spécifique pour la mise en œuvre de cet outil.

#### ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 01/01/2026 jusqu'au 31 décembre 2030.  
La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

#### ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

#### ARTICLE 12 - LA FIN DE LA CONVENTION

##### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un

---

<sup>2</sup> Nom susceptible d'évoluer prochainement

délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

### **ARTICLE 13 - LES RECOURS**

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

### **ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE**

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Argentan, le 16 décembre 2025

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caf		La Communauté de communes Terres d'Argentan Interco
Le Directeur	Le Président	Le Président
M. Emmanuel Klein	M. Jean-Luc Letellier	 M. Frédéric Leveillé
La commune de Monts sur Orne Le Maire  M. Gilles Mallet		La commune de Ecouché les Vallées Le Maire  M. Alain Lolivier
La commune d'Argentan 2 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire  Mme Danièle Benoist		La commune de Trun Le Maire  M. Jacques Prigent





## ANNEXES

## Diagnostic de territoire CTG

### Communauté de communes Terres d'Argentan Interco

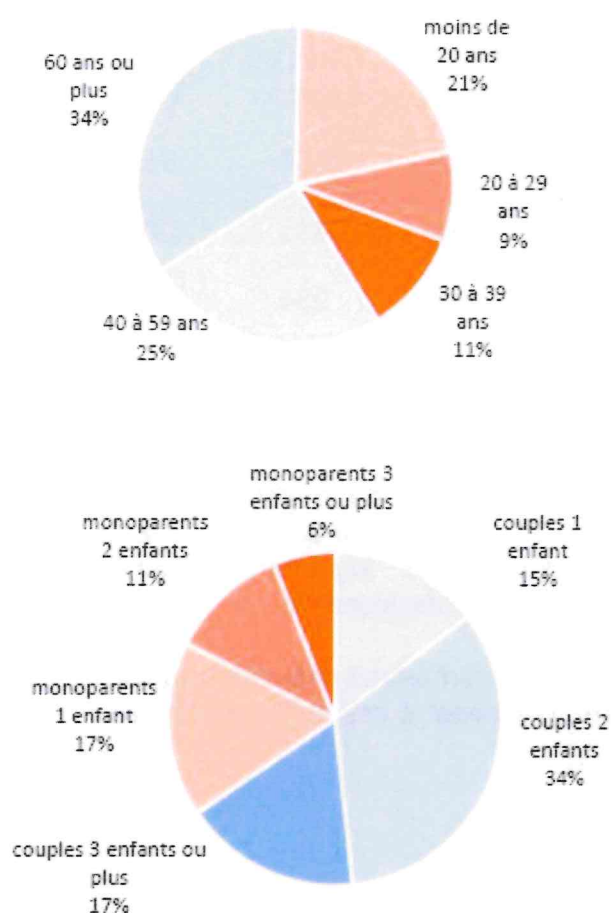


La Communauté de Communes Terres d'Argentan Interco a délibéré en faveur de la mise en œuvre d'une Convention Territoriale Globale lors du conseil communautaire du 18 novembre 2021. Cette première démarche partenariale vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services au bénéfice des habitants. Elle s'est développée sur la période 2021–2025.

**La CC Terres d'Argentan Interco est un Epci** composé de 49 communes, toutes classées France Ruralités Revitalisation.

#### DEMOGRAPHIE (Insee 2021)

Sa population est de **33 237 habitants** ; Entre 2015 et 2021, la population **a diminué** à un rythme annuel moyen de **−0,4 %**, une évolution légèrement plus favorable que celle observée à l'échelle départementale (**−0,6 %**). La densité de population est de **46,5 habitants par km<sup>2</sup>**, contre **45,4** dans le département. La structure par âge révèle que **21 %** des habitants ont moins de 20 ans, tandis que **34 %** ont 60 ans ou plus, ce qui donne un indice de jeunesse de **0,62**, proche de celui du département (**0,63**).



#### 5 959 foyers allocataires (Caf 2023)

**42%** de la population couverte par au moins une prestation Caf (**41%** pour le département), soit **14 002 personnes**,

**2 902 familles** allocataires avec enfants (soit **49%** des allocataires ; contre **47%** pour le département),

**66%** des familles avec enfants sont des couples (**68%** pour le département).

**5 836 enfants** de moins de 25 ans à charge au sens de la législation familiale.

## ECONOMIE ET EMPLOI

**Taux d'activité des 15-64 ans :**  
**72 % (73,6%)**  
 - taux d'emploi : 63,5% (65,2%)  
 - taux de chômage : 8,5% (8,4%)

**Taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans : 89,3% (88,7%)**

**Médiane des niveaux de vie :**  
**21 370 € (21 400€ pour l'Orne)**

**Taux de pauvreté : 16%**  
 (15,6% dans l'Orne)

(données Insee 2021)

Population de 15 ans ou plus par Catégorie socioprofessionnelle	Nombre	%
Agriculteurs exploitants	475	1,7
Artisans, commerçants, chefs entreprise	1 047	3,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1 268	4,5
Professions intermédiaires	2 827	10,1
Employés	4 208	15
Ouvriers	4 075	14,5
Retraités	10 049	35,8
Autres personnes sans activité professionnelle	4 131	14,7
Total	28 079	100

## RÉPARTITION DES FAMILLES ALLOCATAIRES AVEC ENFANTS EN FONCTION DU QUOTIENT FAMILIAL

Familles avec	0-400 euros	401-510 euros	511-700 euros	701-900 euros	supérieur à 900 euros ou inconnu	Total
un enfant	135	109	146	168	357	915
deux enfants	81	87	133	176	835	1312
trois enfants ou plus	79	103	140	119	234	675
Total	295	299	419	463	1426	2902

Selon le guide d'attribution des Aides Financières Individuelles de la Caf de l'Orne, les familles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans peuvent bénéficier, sous conditions de quotient familial, d'aides dans plusieurs domaines : logement, soutien à l'éducation, loisirs et vacances, ou encore insertion socio-professionnelle.

En 2025, le plafond de quotient familial fixé à **900 euros** permettrait potentiellement à 1 476 familles, soit 51 % des familles du territoire, d'accéder à ces aides (contre 48 % au niveau départemental).

## Petite enfance

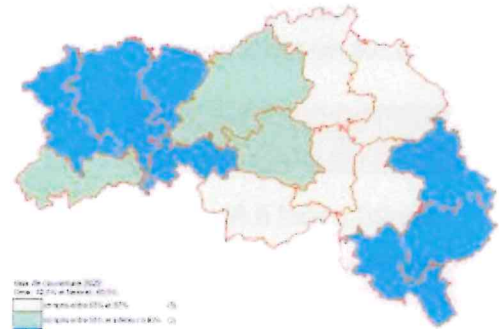
**1 584 enfants d'allocataires de moins de 6 ans**

**68,5%** des enfants de moins de 3 ans et **73,7%** des 3-5 ans ont des parents actifs Respectivement (70,7% et 76,6% pour le département).

*Les parents actifs concernent les monoparents avec emploi ou en recherche d'emploi, et les couples tous 2 en emploi, ou tous deux au chômage ou bien l'un en emploi et l'autre au chômage.*



Taux de couverture Petite Enfance par EPCI en 2022



**119 places en crèches et 28 places en Maisons d'Assistantes Maternelles**

**124** assistantes maternelles actives au moins un mois dans l'année (106 en activité en décembre 2023), 32% ont plus de 55 ans (33% sur le département),

**576** enfants de moins de 6 ans gardés par une assistante maternelle.

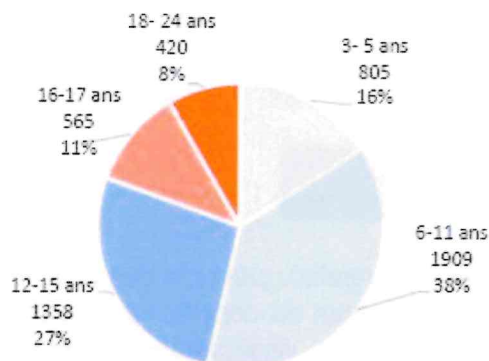
Le Rpe fonctionne avec un responsable à temps plein. Il serait nécessaire, pour couvrir l'ensemble du territoire et respecter l'objectif national (en 2025 de 59 AM/Etp) d'augmenter à 1,7 Etp.

**Le taux de couverture est de 69,9% (62,6% pour le département)**

## Enfance - Jeunesse

**5 057 enfants et jeunes vivent dans une famille allocataire, 38% d'entre eux ont entre 6 et 11 ans**

**90 enfants bénéficiaires de l'AEEH**



**3 équipements en faveur des enfants et des jeunes**

**3** accueils collectifs de mineurs extrascolaires (2 à Argentan et 1 à Monts sur Orne)

**5** Acm périscolaires (Argentan, Trun et Ecouche)

**1** Accueils Ados (Argentan)

Le taux d'utilisation des aides aux temps libres pour les Acm atteint 7,5% en 2024 (2% pour les enfants percevant l'Aeeh).

Ces taux s'élèvent dans l'Orne à 11,5% et 6,3%.

**Services**

Ludothèque  
Promeneurs du Net  
Boussole des jeunes

## Services à la population

### Parentalité

- 4 Actions sur Fonds National Parentalité
- 1 lieu de médiation
- 1 espace de rencontres

### Animation de la vie sociale

- 1 centre social à Argentan

### Logement des jeunes

- 1 Foyer de jeunes travailleurs à Argentan (42 logements répartis sur 3 résidences )

### Accès aux droits

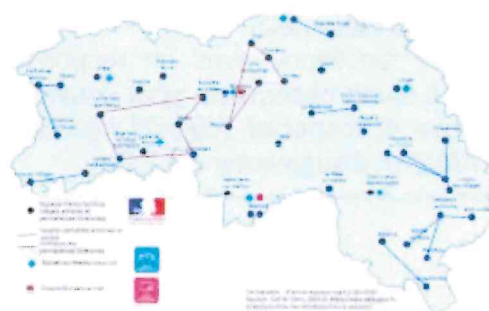
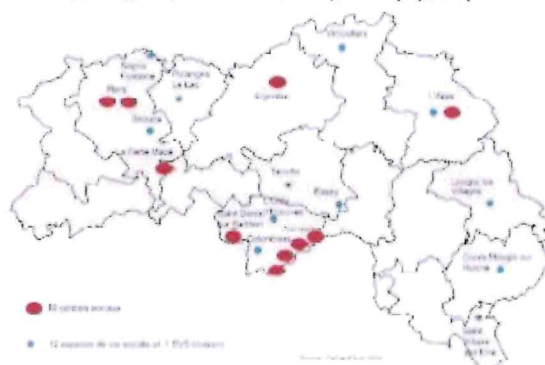
- 1 Maison France Service itinérante
- 1 travailleuse sociale Caf

### Coordination CTG

- 3 chargés de coopération Ctg

### Départ en vacances

106 familles bénéficiaires de Vacaf Avf  
= taux d'utilisation de 7,9 % (8,0%).



## En résumé ...

Le territoire de Terres d'Argentan, marqué par une forte ruralité, présente des indicateurs démographiques et socio-économiques comparables à ceux du département de l'Orne, avec cependant certaines fragilités : recul de la population, vieillissement, et précarité persistante pour une partie des allocataires.

Depuis 2021, la Convention Territoriale Globale a favorisé une dynamique partenariale structurante. Si des services existent, ils doivent être consolidés et étendus pour répondre aux besoins d'une population dispersée.

Les défis portent notamment sur l'accueil du jeune enfant, le soutien à la parentalité, l'accès aux loisirs, ainsi que l'accompagnement des jeunes et des familles.

Ce diagnostic souligne la nécessité de renforcer la coordination des acteurs et d'améliorer la couverture territoriale pour garantir une équité d'accès aux services.

Sources : données allocataires Caf de l'Orne 2023, Insee 2021 / Données action sociale, 2024

## ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

*(Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues)*

NOM DE LA COLLECTIVITÉ LOCALE SIGNATAIRE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE Argentan	Les Libellules - 28 rue du 104 <sup>ème</sup> RI - 61200 Argentan
	Les Abeilles - 2 rue des Anciens Abattoirs - 61200 Argentan
	Crèche familiale - 2 rue des Anciens Abattoirs - 61200 Argentan
EAJE Ecouché les Vallées	Planet's Mômes - 3 bis, rue du 8 Mai - 61150 ECOUCHÉ LES VALLÉES
EAJE Trun	Le Petit Pré - chemin des Ecoles - 61160 TRUN
LAEP	
RPE Argentan	Les P'tits Loups - 14 rue des Flandres - 61200 - Argentan
ALSH Argentan	Centre de Loisirs Laternel - 1 rue des Pervenches BP 60203 - 61201 ARGENTAN CEDEX
	Vallées des Mômes - 55 rue Pont de Fligny - 61200 ARGENTAN
	Mdc Accueil Jeunes - 1 rue des Pervenches BP 60203 - 61201 ARGENTAN CEDEX
ALSH Terres d'Argentan Interco	Ecole d'Ecouché les Vallées - 5 avenue Léon Labbé - 61150 ECOUCHÉ LES VALLÉES
	Ecole de Trun - 2 Rue du Sap - 61160 TRUN
ALSH Monts sur Orne	Les Galopins - rue du Stade - 61150 MONTS SUR ORNE
LUDOTHÈQUE	Médiathèque - 1-3 rue des Redemptoristes - 61200 ARGENTAN + Réseaux

Autant d'axes que d'objectifs communs visés à l'article 4

**Axe 1 : Soutenir la parentalité et accompagner les familles**

Action 1 : Mettre en place le SSPE

Action 2 : Développer un RPE itinérant

Action 3 : Réfléchir à la création d'un LAEP

Action 4 : Développer un dispositif éducatif à l'école J. Prévert

Action 5 : Poursuivre l'opération lecture en garderie

Action 6 : Poursuivre l'action développer le langage

**Axe 2 : Développer l'accès aux loisirs, à la culture et au numérique pour tous**

Action 1 : Développer des centres de loisirs extra-scolaire à Trun et Ecouché

Action 2 : Renforcer les ludothèques

Action 3 : Développer un parcours EAC

**Axe 3 : Développer une politique jeunesse et mobilité**

Action 1 : Coordonner le développement de la politique jeunesse

Action 2 : Continuer de développer la boussole des jeunes / les promeneurs du net

Action 3 : Poursuivre le développement de la mobilité douce

Action 4 : Développer les camps, colos apprenantes et dispositifs sac à dos

**Axe 4 : Innover en matière de service et de citoyenneté**

Action 1 : Améliorer l'accès à l'information : portail citoyens

Action 2 : Favoriser les comportements citoyens : mettre en place un vélo bus pour les ACM/école

Action 3 : Développement d'une nouvelle typologie de logements – Résidence Habitat Jeunes Le Pass'haj

**Axe 5 : Grandir en santé, prévention, bien-être et parcours de vie**

Action 1 : Promouvoir une culture de la prévention et de la santé dès le plus jeune âge

Action 2 : Favoriser le bien-être en agissant sur les déterminants de santé

## Action 1.1 : Répondre aux objectifs du Service Public de la Petite Enfance

<b>Objectif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir un accès équitable à des modes d'accueil de qualité.</li> <li>- Améliorer l'attractivité des métiers de la Petite Enfance.</li> <li>- Favoriser le développement de l'enfant et son épanouissement en lui assurant une prise en charge de qualité capable d'assurer sa socialisation précoce dans la société.</li> <li>- Donner aux parents les meilleures conditions pour continuer à travailler ou reprendre un emploi. Le but permettant la conciliation de la vie professionnelle et familiale mais aussi soutien à la parentalité et égalité entre les femmes et les hommes.</li> </ul>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	
<b>Pilote</b>	Ville d'Argentan
<b>Partenaires</b>	PMI, CAF, MSA, élus
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de la redynamisation de la crèche familiale.</li> <li>- Etude de la création de places AVIP (places à vocation d'insertion professionnelle) dans les crèches.</li> <li>- Guichet unique au niveau du RPE.</li> </ul>
<b>Echéancier</b>	
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Occupation des places AVIP.</li> <li>- Occupation des crèches.</li> </ul>
<b>Analyse globale (à compléter 1 an après la mise en place)</b>	

**Objectif : Développer l'offre d'accueil du jeune enfant tout en pérennisant l'existant**

**Action 1.2 : Développer un relais petite enfance itinérant**

<b>Objectifs</b>	Mieux couvrir le territoire Répondre à la demande des parents/assistants maternels Pérenniser le métier d'assistant maternel
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	Groupe de travail avec les mairies d'Ecouché, de Trun et de Gouffern-en-Auge
<b>Pilote</b>	DEES - Service enfance et jeunesse
<b>Partenaires</b>	CAF PMI
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	Moyen humain, matériel et financier déjà déterminé Réflexion à mener sur la mutualisation entre les 3 communes, les lieux d'intervention, le moyen de transport de la professionnelle, le portage,... Réflexion à mener sur le projet de fonctionnement et le règlement intérieur
<b>Échéancier</b>	Mise en œuvre en 2027 ?
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	Quelle commune porte ? Quelles ambitions ? Combien d'assistants maternels et d'enfants fréquentent le RPE itinérant ? Combien de parents fréquentent le RPE itinérant ?
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	

### Action 1.3 : LAEP (Lieu d'Accueil Enfants-Parents)

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <p>Dans le cadre de l'élaboration du nouveau Contrat de Ville, la nécessité de créer des espaces d'échanges autour de la petite enfance a été un besoin fort, identifié par les partenaires lors des groupes de travail. La finalité est de pouvoir accompagner au mieux et d'être ressource pour les habitants.</p> <p>Les problématiques que nous rencontrons dans nos missions respectives (séparation parents/enfants, sociabilisation en vue de favoriser la primo-scolarisation, temps de répit et ressources pour les parents isolés ou non...) demeurent conséquentes et peuvent avoir un impact non-négligeable sur l'épanouissement de la cellule familiale.</p>	<p><b>Public cible</b></p> <p>Lieu « ouvert » qui accueille de manière libre et sans inscription, des jeunes enfants de moins de 6 ans, accompagnés d'un adulte référent (parent, grand-parent) pour un temps déterminé</p>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <p>Les LAEP jouent un rôle essentiel en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Socialisation progressive de l'enfant</b>, en permettant avant l'entrée à l'école, une expérience de socialisation progressive, ludique et stimulante avec d'autres enfants, en lien avec les parents, dans d'autres lieux que la maison,</li> <li>- <b>Travail sur la relation parent/enfant</b> en apportant une réponse appropriée aux besoins de conseils ou d'échanges avisés avec des professionnels ou d'autres parents exprimés par les familles sur l'évolution de leurs enfants,</li> <li>- <b>Lutter contre l'isolement ou le besoin de répit des parents</b> de jeunes enfants.</li> </ul>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lieu gratuit pour les familles.</li> <li>- Cette structure, adaptée à l'accueil de jeunes enfants, constitue un espace de jeu libre pour les enfants et un lieu de parole pour les parents. Les accueillants (professionnels et/ou bénévoles), formés à l'écoute, sont garants des règles de vies spécifiques à ce lieu (extrait du référentiel CAF des LAEP).</li> </ul> <hr/> <p><b>Échéances de réalisation</b></p> <p>Suite à différents échanges informels avec des professionnelles du SESSAD UGECAM qui souhaitaient investir cette thématique, un comité technique s'est peu à peu constitué, avec quatre temps de travail depuis mars 2025.</p>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <p>Le SESSAD UGECAM qui serait le porteur identifié du projet Masclat Élise</p>	<p><b>Résultats attendus</b></p> <p>A définir</p>
<p><b>Partenaires sollicités</b></p> <p>La CAF, la PMI, le CAMSPP, le Centre Hospitalier, l'UDAF, et la collectivité avec le PRE, la Maison du Citoyen, le Service Éducation et la Petite Enfance.</p>	<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p> <p>A définir</p>

#### Action 1.4 : Dispositif de soutien éducatif pour l'école Jacques Prévert

<b>Objectif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablir des liens entre les crèches et l'école J.Prévert</li> <li>• Favoriser la socialisation et l'intégration des jeunes enfants à l'école</li> <li>• Favoriser l'émergence du langage et les premiers apprentissages</li> <li>• Soutenir et valoriser les ressources et les compétences parentales dans un contexte multiculturel</li> </ul>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des temps d'échange à destination des familles, de façon individuel ou en groupe</li> <li>• Proposer, en lien avec les enseignants, différentes activités d'éveil par petits groupes. Utiliser le jeu comme support éducatif</li> </ul>
<b>Pilote</b>	Service éducation
<b>Partenaires</b>	Education national, les crèches, le PRE
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement d'un poste d'éducateur de jeunes enfants à 80%</li> <li>• Développer une collaboration active avec l'éducation national pour concevoir le projet éducatif du dispositif</li> </ul>
<b>Échéancier</b>	Rentrée 2025
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	Familles participantes Interventions auprès des enfants
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	

## Action 1.5 : Accompagner le parcours éducatif des enfants de 3 à 11 ans

Constats : L'ouverture proposée aux enfants du territoire n'est pas toujours identique

Action : Lecture en garderie

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inscrire les pratiques autour du livre et de la lecture dans le quotidien de l'enfant pour réduire les inégalités d'accès à la culture de l'écrit.</li> <li>Renforcer les compétences de lecture et d'écoute d'histoires chez les enfants</li> <li>Affirmer le rôle de pôle ressource du réseau des médiathèques et le faire rayonner sur le territoire.</li> <li>Diversifier l'offre culturelle proposée sur le temps périscolaire (livre, musique, jeux) afin de proposer des temps plus calmes aux enfants</li> <li>Former et autonomiser les agents d'encadrement des enfants sur le temps périscolaire</li> </ul>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de dépôts dans les garderies et prêt d'objet</li> <li>Enrichissement et diversification de l'offre pour accéder à l'écrit et aux histoires</li> <li>Sensibilisation des agents encadrants les enfants au livre, à la lecture et aux propositions des médiathèques</li> <li>Formation sur l'importance de la lecture et des histoires dans le développement de l'enfant.</li> <li>Aménagement de Mini bibliothèques dans les espaces de garderies avec l'achat de mobilier</li> </ul>
<b>Pilote</b>	Réseau des médiathèques/ Service Education
<b>Partenaires</b>	Personnel des garderies et animateurs des temps extrascolaires
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Achats de petit mobilier</li> <li>Achats d'albums et BD jeunesse pour renouveler le fonds</li> <li>Achats de boîtes à lire (type Lunii), kamishibai, CD avec des histoires, lecteurs CD</li> <li>Organisation de formation au livre et à la lecture</li> <li>Organiser des temps de concertation sur le projet lecture en garderie avec les agents intervenants au périscolaire et de prise en main du dispositif.</li> </ul>
<b>Échéancier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation en 2025 et 2027</li> <li>Temps de sensibilisation avec les agents : 1 fois par an minimum</li> <li>Achats de petit mobilier 2025-2027</li> <li>Achats de jeux pour faire des valises thématiques en 2025-2030</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de dépôts dans les garderies Utilisation des dépôts dans les garderies.</li> <li>Taux de participation au projet, taux de participation à la sensibilisation et à la formation des agents.</li> <li>Nombre de venue à la médiathèque par les agents par an pour les temps de concertation</li> </ul>
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	

## Action 1.6 : Projet stimulation du langage

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <p>Depuis plusieurs années sont évoquées, lors des comités techniques du PRE et des comités de pilotage des dispositifs de moins de 3 ans, les difficultés de langage, de construction de phrases et d'acquisition du vocabulaire du quotidien, pour les élèves de maternelle notamment.</p> <p>Suite à ces constats, et aux temps de formation des référents PRE, nous avons souhaité mettre en place des ateliers de stimulation du langage auprès des 3/4 ans.</p> <p>Expérimentation dès 2024, reconduction en 2025 et 2026.</p>	<p><b>Public cible</b></p> <p>Élèves de petites et moyennes sections des écoles accueillant du public QPV (Jacques Prévert, Anne Frank et Marcel Pagnol).</p> <p>Orientation en direct via les enseignants des écoles concernées.</p> <p>Mise en place de deux groupes de six élèves, deux élèves de chaque école dans chaque groupe. Avant chaque période d'ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontre avec le/les parent(s) et l'enseignant, au sein de l'école, puis signature de la « fiche d'engagement » entre le/les parents, le référent PRE et l'enseignant lors de ce temps.</li> <li>- Groupe inscrit sur un cycle de 7 à 8 ateliers en période scolaire</li> </ul>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la stimulation du langage des élèves de maternelle.</li> <li>- Apporter des outils aux parents afin qu'ils puissent s'approprier des exercices à refaire à leur domicile avec les jeunes enfants.</li> <li>- Lors de ces ateliers, sont proposés : des rituels, des jeux de société, de jeux d'imitation, des jeux utilisant le souffle, des temps de lecture et de découverte du livre.</li> </ul>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <p>Temps d'accueil les mercredis matin à 10h00 pour le premier groupe, puis à 11h00 pour le deuxième groupe. Le temps d'atelier est prévu, sans la présence des parents, pour une durée de 45 minutes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accueil au sein de la médiathèque,</li> <li>• Un atelier par cycle avec la lecture de livre jeunesse via un médiathécaire et un atelier avec une animatrice de la Maison du Citoyen sur un temps d'éveil musical.</li> </ul> <p><b>Échéances de réalisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 cycles de 7 à 8 ateliers par année scolaire (octobre à décembre / février à avril / mai à juin)</li> </ul>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <p>Programme de Réussite Éducative d'Argentan Mazure Magali</p>	<p><b>Résultats attendus</b></p>
<p><b>Partenaires sollicités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'IEN et les enseignants des écoles maternelles J. Prévert, A. Frank et M. Pagnol,</li> <li>- la Médiathèque et la Maison du Citoyen.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p> <p>Taux de fréquentation / Assiduité Bilan avec l'ensemble des partenaires en fin d'année scolaire</p>

## Action 2.1 :

CTG 2026-2030

**ACTION** : Création d'un centre de loisirs extrascolaire sur la commune de Trun

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• besoin identifié par les familles d'un service d'accueils de loisirs structuré et régulier pour les 3-12 ans sur la commune de Trun</li> <li>• Le projet vise à offrir une solution de garde et d'activités encadrées pendant les périodes de vacances scolaires répondant au besoin des familles et en favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et familiale</li> </ul>	<p><b>Public cible</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 enfants maximum âgés de 3 à 12 ans</li> <li>• principalement des enfants résidents sur la commune de Trun et si la capacité le permet, les enfants des communes avoisinantes</li> </ul>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• créer et rendre opérationnel un centre de loisirs extrascolaire sur la commune de Trun au cours de l'année 2026</li> <li>• assurer l'accueil et l'encadrement de 30 enfants âgés de 3 à 12 ans dans un cadre sécurisé et stimulant</li> <li>• garantir une ouverture de 7 semaines par an, réparties sur les différentes périodes de vacances</li> <li>• établir et signer une convention de partenariat entre la commune de Trun et Terres d'Argentan pour formaliser la mise à disposition des ressources humaines et matérielles</li> </ul>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise à disposition des bâtiments et du personnel de l'Intercommunalité d'Argentan</li> <li>• rédaction et signature d'une convention, elle précisera les rôles et responsabilités de chacun, les modalités de mise à disposition des ressources, le cadre financier et la durée de l'engagement</li> <li>• élaboration d'un projet pédagogique et d'un programme d'activités adapté à l'âge des enfants accueillis</li> <li>• recrutement de personnel qualifié si nécessaire en complément du personnel mis à disposition</li> </ul>
	<p><b>Echéances de réalisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ouverture prévue en 2026</li> <li>• signature de la convention prévue fin 2025 début 2026</li> <li>• préparatifs administratifs( déclarations réglementaires) et logistiques : courant 2025-2026</li> </ul>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• service enfance jeunesse, Florence Chemin responsable du service</li> </ul>	<p><b>Résultats attendus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un centre de loisirs extrascolaire fonctionnel et de qualité sur la commune de Trun</li> </ul>

## Action 2.2 : Renforcer l'accompagnement à la parentalité et sortir de l'isolement

Constats : Se servir du support jeux pour repérer les parents et leurs besoins, et rompre l'isolement

Action : Création d'une ludothèque dans le réseau des médiathèques pour l'ensemble du territoire de Terres d'Argentan Interco

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la participation des habitants en s'installant dans les structures existantes et sur l'espace public pour créer des espaces de convivialité, d'échanges et de détente via le jeu.</li> <li>Créer du lien social, familial, voire intergénérationnel en utilisant le jeu comme support pour aider les habitants à sortir de l'isolement.</li> <li>Soutenir la parentalité en collaborant avec les structures sociales dans les quartiers politiques de la ville et participer à renforcer l'estime de soi.</li> <li>Proposer aux habitants de développer à travers le jeu ses compétences et de sortir des écrans pour découvrir d'autres ressources de loisir.</li> </ul>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constitution d'un fonds de jouets et de jeu pour les 0-8 ans ainsi que de jeux pour l'extérieur</li> <li>Organisation d'un déploiement chez les partenaires pour une ludothèque mobile dès 2025.</li> <li>Achat d'un véhicule en 2026 pour organiser une ludothèque itinérante sur Terres d'Argentan interco</li> <li>Renforcer l'offre d'animation via des soirées jeu et un festival du jeu</li> <li>Améliorer les espaces dédiés au jeu de société dans les médiathèques du réseau intercommunal notamment en incluant le jouet</li> <li>A terme, envisager des prêts de malles de jeux pour les partenaires (écoles, garderies, centres aérés, centres sociaux...).</li> </ul>
<b>Pilote</b>	Réseau des médiathèques
<b>Partenaires</b>	<p>Maison du citoyen et Maison des mots</p> <p>Écoles, garderies et centres aérés de l'Intercom</p> <p>Service cohésion sociale avec le PRE, les médiateurs de quartiers... Associations socio-culturelles</p> <p>Micro Folie mobile</p>
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement de 2 ludothécaires</li> <li>Mise en place d'un programme d'animations spécifiques.</li> <li>Organisation d'un Festival du jeu</li> <li>Investissement :</li> <li>Aménagement des espaces ludiques sur les 5 sites du réseau</li> <li>Achat d'un véhicule pour la ludothèque itinérante</li> </ul>

<b>Échéancier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement en avril 2025</li> <li>• Déploiements chez les partenaires d'une ludothèque mobile l'été 2025</li> <li>• Organisation d'un festival du jeu novembre 2025</li> <li>• Investissement</li> <li>• Achats de jeux en 2025-2030</li> <li>• Achat d'un véhicule 2026</li> <li>• Étude de réaménagement des médiathèques d'Ecouché-les-vallées et d'Argentan comprenant une ludothèque</li> <li>• Achats mobiliers 2026-2030</li> </ul>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	Fréquentation des ludothèques, inscriptions -18 ans, participation aux animations et au festival, nombre de partenaires touchés ; nombre de prêts individuels / partenaires.
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	

### Action 2.3 : Éveil au livre et à l'écrit

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre une imprégnation culturelle dès le plus jeune âge et aider les tout-petits et les jeunes enfants grâce aux livres et à la lecture, à découvrir leur langue, à enrichir leur vocabulaire, à nourrir leur pensée et leur imaginaire, à développer leur intelligence.</li> <li>- Créer du lien entre les générations, développer le sens de la transmission et l'échange.</li> <li>- Partager ensemble des émotions et être dans le plaisir de découvrir et d'apprendre.</li> <li>- Sensibiliser les enfants à l'art, aux spectacles vivants et aux sciences en proposant expositions, spectacles et ateliers adaptés.</li> <li>- Sensibiliser les adultes (parents et professionnels de la petite enfance) à l'importance de l'accès aux livres et à la lecture dès le plus jeune âge.</li> <li>- Informer sur la production éditoriale pour la jeunesse.</li> <li>- Former aux techniques de la lecture à voix haute et à l'animation.</li> </ul>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prêt de documents jeunesse, diversification de l'offre avec le prêt d'objets (instruments de musique, boîte à lire, instruments scientifiques, jeux de société...)</li> <li>• Programme d'animation tout au long de l'année à destination des familles notamment dans les médiathèques de proximité et pendant les vacances scolaires (rencontres d'artiste, spectacle, éducation à l'image, éveil sonore, ateliers art et philo, contes et ateliers d'écriture, ateliers de création numérique...)</li> <li>• Sortir des médiathèques : Lecture en garderie, Lecture dans la rue, La ludothèque mobile</li> <li>• Structurer les propositions pour s'insérer dans les parcours d'éducation artistique et culturelle sur tous les temps de l'enfant avec l'ensemble des partenaires.</li> <li>• Prendre en compte les droits culturels pour une nouvelle approche de la participation à la vie culturelle</li> </ul>
<b>Pilote</b>	Réseau des médiathèques
<b>Partenaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structures petite enfance : EPE, crèches, MAM, RAM...</li> <li>- Etablissements scolaires et garderies</li> <li>- Centres aérés</li> <li>- EPHAD et résidences autonomie</li> <li>- Quai des arts, Musé F. Léger et Chapelle des arts</li> <li>- Conservatoire</li> <li>- Médiathèque Départementale de l'Orne</li> </ul>
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<p>RH :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipe de 5 médiathécaires jeunesse</li> <li>- Formation des personnels à la lecture, aux ateliers d'écriture et aux droits culturels</li> <li>- Recrutement de 2 ludothécaires</li> </ul> <p>Fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget annuel d'acquisition d'environ 18.000€</li> <li>- Budget d'animation d'environ 20.000€</li> <li>- Abonnement gratuit pour les - 26 ans depuis le 01/09/23.</li> </ul> <p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaménagement de la médiathèque d'Ecouché-les-vallées avec la création d'un espace Famille</li> <li>- Réaménagement de la médiathèque d'Argentan pour rendre plus accessible des espaces dédiés à la jeunesse.</li> </ul>
<b>Échéancier</b>	2025-2023

<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de prêts jeunesse</li> <li>- Nombre d'inscrits de – de 26 ans</li> <li>- Nombre de groupes jeunesse accueillis</li> <li>- Nombre d'action à destination des – de 26 ans par médiathèques</li> </ul>
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	

## Action 2.3 : Accompagner le parcours éducatif des enfants de 3 à 11 ans

Constats : L'ouverture proposée aux enfants du territoire n'est pas toujours identique

Action : Mise en œuvre du parcours d'Éducation Artistique et Culturelle cohérents sur l'ensemble du Territoire.

<b>Objectif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les inégalités dès le plus jeune âge</li> <li>- Renforcer la présence des artistes sur le Territoire</li> <li>- Permettre un meilleur accès à la culture et à la rencontre d'œuvres</li> <li>- Proposer des ateliers de pratique artistique (peinture, photographie, musique...)</li> </ul>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailler en partenariat avec les équipes enseignantes (besoins), établir un budget de soutien et supporter techniquement les demandes.</li> <li>- Recenser (enjeu d'équité)</li> <li>- Faire évoluer les pratiques</li> <li>- Créer de la transversalité entre les partenaires</li> </ul>
<b>Pilote</b>	Intercom
<b>Partenaires</b>	Réseau des médiathèques, Conservatoire, Quai des arts, Micro-Folie, La Chapelle d'art, EN, associations, service éducation, structures privées, DRAC...
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrat CTEJ avec un budget annuel de 30K€</li> <li>- 1 Poste de Chargé de développement des publics – EAC,</li> <li>- Création d'un guide des ressources EAC du Territoire,</li> <li>- Pour compléter l'offre culturelle du territoire création d'un lieu d'expositions d'art contemporain et de pratiques artistiques.</li> </ul>
<b>Échéancier</b>	<p>2025 : Diffusion du guide des ressources EAC;</p> <p>fin années scolaire 2025/2026/2027 : Bilan des parcours EAC avec le contrat Culture Territoire Enfance Jeunesse (CTEJ)</p> <p>2027 : Établissement d'un bilan et renouvellement d'un contrat CTEJ pour 3 ans supplémentaires</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	<p>Nombre de réponse aux appels à manifestation d'intérêt de la part des enseignants</p> <p>Nombre d'artistes qui répondent aux appels à projets</p> <p>Réalisation d'une carte des parcours réalisés</p> <p>Nombres d'actions en extra-scolaire, périscolaire, scolaire</p> <p>Dissocier le public captif du public individuel</p> <p>Mesurer l'impact des parcours vis à vis des structures</p>
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	

### Action 3.1 :

#### CTG 2026-2030

**ACTION** : Développement d'une politique jeunesse sur le territoire argentanais pour les 6-25 ans

<p>Diagnostic initial</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le territoire dispose de nombreux acteurs et dispositifs dédiés à la jeunesse, mais une coordination structurée et transversale est nécessaire pour optimiser l'offre et garantir une prise en compte cohérente des besoins des jeunes de 6 à 25 ans. L'exploitation des résultats de l'enquête jeunesse sera un point de départ fondamental pour cibler les actions</li></ul>	<p>Public cible</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les jeunes âgés de 6 à 25 ans résidant sur le territoire de Terres d'Argentan</li></ul>
<p>Objectifs opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Fédérer et structurer les acteurs jeunesse du territoire (institutions, associations, services) pour une meilleure synergie .</li><li>• Améliorer la visibilité, l'accessibilité et la complémentarité des dispositifs et services offerts aux jeunes de 6 à 25 ans .</li><li>• Assurer une prise en compte globale des besoins des jeunes, notamment en matière de santé, culture, sport, logement et loisirs .</li><li>• Élaborer une stratégie jeunesse partagée et concertée basée sur les réalités du terrain et les résultats de l'enquête jeunesse</li></ul>	<p>Modalités de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place d'une instance de coordination politique jeunesse (ex: comité de pilotage, groupe de travail permanent) rassemblant les acteurs clés du territoire .</li><li>• Organisation de réunions régulières (trimestrielles ou semestrielles) pour l'échange d'informations, la planification conjointe d'actions et le suivi des projets .</li><li>• Création d'outils de communication partagés (ex: annuaire des dispositifs, calendrier événementiel commun, plateforme d'échanges) .</li><li>• Développement d'actions conjointes mobilisant plusieurs leviers territoriaux (ex: événements sportifs et culturels, ateliers de sensibilisation à la santé) .</li><li>• Utilisation proactive des résultats de l'enquête jeunesse pour orienter les thématiques prioritaires et les actions à mettre en place .</li><li>• Définition et suivi d'une feuille de route stratégique pour la politique jeunesse du territoire</li></ul>

	<p>Echéances de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2026 : Création et première réunion de l'instance de coordination, élaboration d'un plan d'action initial.</li> <li>• 2027-2029 : Déploiement progressif des actions conjointes, développement des outils partagés, ajustement des stratégies.</li> <li>• 2030 : Bilan global de la coordination politique jeunesse et propositions d'évolution.</li> </ul>
<p>Services mobilisés et noms des responsables de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Services municipaux : Service des sports, Accueil des 11-14 ans, Services culturels .</li> <li>• Structures jeunesse : ACM (Accueils de Loisirs Sans Hébergement), PIJ (Point Information Jeunesse), Résidences Habitats Jeunes, Maison des Ados, Maison du citoyen, PRE...</li> <li>• Partenaires de la santé : Agence Régionale de Santé (ARS) service promotion/prévention de la santé .</li> <li>• Associations : Clubs sportifs des communes, associations culturelles</li> <li>• Responsables de l'action : (À définir - ex: Élus en charge de la jeunesse, Directeurs de services concernés, recrutement ?)</li> </ul>	<p>Résultats attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une meilleure cohérence et complémentarité de l'offre jeunesse sur le territoire .</li> <li>• Une visibilité accrue des dispositifs pour les jeunes et leurs familles .</li> <li>• Une participation et un engagement renforcés des jeunes de 6 à 25 ans.</li> <li>• Une prise en compte plus efficace et transversale des problématiques de santé, culture, sport, habitat et loisirs des jeunes .</li> <li>• Des politiques jeunesse mieux adaptées et co-construites avec l'ensemble des acteurs</li> </ul>
<p>Partenaires sollicités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) .</li> <li>• Le Point Information Jeunesse (PIJ) .</li> <li>• Le service des sports de la collectivité .</li> <li>• Les Résidences Habitats Jeunes .</li> </ul>	<p>Indicateurs d'évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de réunions de l'instance de coordination par an.</li> <li>• Nombre d'actions ou de projets co-construits et mis en œuvre entre au moins deux partenaires</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Maison des Ados.</li> <li>• La Maison du Citoyen</li> <li>• Le PRE</li> <li>• L'Agence Régionale de Santé (ARS) pour la prise en compte de la santé des jeunes.</li> <li>• Les services et acteurs du développement de l'offre culturelle : médiathèque, Quai des Arts, musée, micro folie</li> <li>• Les clubs sportifs des différentes communes du territoire</li> <li>...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>par an .</li> <li>• Évolution de la fréquentation des dispositifs jeunesse (sport, culture, loisirs, information) .</li> <li>• Mise à jour et diffusion régulière de l'annuaire des services et événements jeunesse .</li> <li>• Degré de satisfaction des jeunes et des partenaires via des enquêtes régulières.</li> <li>• Intégration des recommandations de l'enquête jeunesse dans les nouvelles actions</li> </ul>
---	---

### Action 3.2 : Développer la Boussole des jeunes et les Promeneurs du Net

<b>Constat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PDN implantés depuis 5 ans avec 7 promeneurs en 2025 (2 PIJ, 2 MDC, 1 PRE, 1 médiateur social éducatif et 1 RHJ) avec interventions régulières.</li> <li>- Boussole des jeunes lancée en mars 2025, peu développée (manque de communication et de temps dédié).</li> </ul>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolider le réseau des PDN.</li> <li>- Structurer et déployer la Boussole comme outil d'accès aux droits et à l'orientation.</li> <li>- Favoriser la complémentarité PDN/Boussole.</li> <li>- Impliquer parents et partenaires.</li> </ul>
<b>Publics</b>	Jeunes 11-30 ans, familles, acteurs éducatifs et sociaux.
<b>Actions principales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir et renforcer la présence des PDN en ligne et en établissements.</li> <li>- Déployer la communication et enrichir l'offre de la Boussole.</li> <li>- Intégrer la Boussole dans les accompagnements PDN pour les plus âgés.</li> <li>- Développer des actions de médiation numérique auprès des jeunes et parents.</li> </ul>
<b>Moyens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Humains : réseau PDN, coordinateurs, animateurs, éducateurs.</li> <li>- Techniques : plateforme Boussole, supports de communication.</li> <li>- Financiers : CAF (CTG), collectivité, partenaires.</li> </ul>
<b>Perspectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des actions individuelles et collectives.</li> <li>- Renforcement des actions collectives auprès des parents.</li> <li>- Développer des interventions gratuites dans les collèges de TAI.</li> <li>- Continuer à se former aux usages numériques et à leurs évolutions.</li> </ul>
<b>Partenariats</b>	CAF, BIJ de l'Orne, services de la collectivité, Éducation nationale, associations, Mission locale, structures santé/prévention.
<b>Indicateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de PDN actifs et d'interventions.</li> <li>- Usagers et connexions à la Boussole.</li> <li>- Nombre de partenaires référencés.</li> <li>- Taux de satisfaction des jeunes/partenaires.</li> </ul>
<b>Calendrier</b>	<p>2026 : communication et formation croisée.</p> <p>2027-2028 : consolidation et déploiement massif.</p> <p>2029-2030 : stabilisation et évaluation.</p>

### Action 3.3 :

CTG 2026-2030

#### ACTION : Mise en place d'un dispositif "Savoir Rouler à Vélo"

<p>Diagnostic initial</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat d'un besoin de développer l'apprentissage de la pratique du vélo et de l'autonomie à vélo chez les enfants, en vue de renforcer leur sécurité sur la voie publique et de promouvoir la mobilité active dès le plus jeune âge.</li> </ul>	<p>Public cible</p> <p>Les enfants des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM), des écoles primaires, et des structures jeunesse de la collectivité , du service des sports</p>
<p>Objectifs opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Permettre aux enfants d'acquérir les compétences nécessaires pour circuler à vélo en toute autonomie et sécurité.</li> <li>• Sensibiliser les jeunes aux règles du code de la route spécifiques aux cyclistes.</li> <li>• Promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement écologique et bénéfique pour la santé.</li> <li>• Contribuer à l'objectif de développement de la mobilité douce au sein du territoire.</li> </ul>	<p>Modalités de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de cycles d'apprentissage comprenant des séances théoriques et pratiques.</li> <li>• Mise à disposition de matériel pédagogique adapté (vélos, casques, parcours d'apprentissage).</li> <li>• Encadrement par des intervenants qualifiés et/ou des agents des services mobilisés.</li> <li>• Mise en place de partenariats avec des associations sportives cyclistes locales si nécessaire.</li> </ul>
	<p>Echéances de réalisation</p> <p>Déploiement progressif du dispositif sur la période 2026-2030, avec une programmation annuelle des cycles d'apprentissage.</p>
<p>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Service Enfance Jeunesse de la collectivité</li> <li>• Service Mobilité de la collectivité</li> </ul>	<p>Résultats attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un nombre accru d'enfants ayant validé les étapes du programme "Savoir Rouler à Vélo".</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Service Sports de la collectivité</li> </ul> <p>Responsables de l'action à définir :</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une meilleure connaissance des règles de sécurité routière par les enfants participants.</li> <li>• Une augmentation de la pratique du vélo chez les jeunes au quotidien.</li> <li>• Le développement d'une culture de la mobilité active au sein des structures enfance jeunesse et des écoles.</li> </ul>
<p>Partenaires sollicités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les services internes de la collectivité : Service Enfance Jeunesse, Service Mobilité, Service Sports .</li> <li>• Les directions d'écoles .</li> <li>• (Potentiellement des associations locales de prévention routière ou de cyclisme si le besoin s'en fait sentir).</li> </ul>	<p>Indicateurs d'évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'enfants ayant participé au dispositif par an.</li> <li>• Taux de réussite à l'attestation "Savoir Rouler à Vélo".</li> <li>• Nombre de cycles d'apprentissage mis en place.</li> <li>• Feedback des participants (enfants, parents, encadrants) via des enquêtes de satisfaction.</li> </ul>

### Action 3.4 :

CTG 2026-2030

**ACTION :** Déploiement de dispositifs "Colos Apprenantes", "Sac à dos", "Camp itinérant" et "Séjours courts"

<p>Diagnostic initial</p> <p>Constat d'un besoin de renforcer l'accès des enfants et jeunes aux dispositifs de séjours éducatifs, de loisirs et d'apprentissage durant les périodes de vacances ou de temps libre. L'objectif est de lutter contre les inégalités d'accès aux loisirs éducatifs et de promouvoir l'autonomie et le développement personnel des jeunes.</p>	<p>Public cible</p> <p>Les enfants et jeunes de la collectivité, en particulier ceux issus des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM), des structures jeunesse, des résidents des foyers jeunes, des jeunes du service des sports , du PRE</p>
<p>Objectifs opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir des expériences de séjours variées et adaptées aux besoins des différents publics (séjours éducatifs, de découverte, sportifs, axés sur l'autonomie).</li> <li>• Favoriser l'acquisition de compétences sociales, civiques et d'autonomie chez les participants.</li> <li>• Permettre l'accès à des activités culturelles, sportives et de pleine nature.</li> <li>• Contribuer à l'épanouissement personnel et au renforcement de la cohésion sociale des jeunes.</li> </ul>	<p>Modalités de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de Colos Apprenantes avec un volet pédagogique renforcé, en lien avec les apprentissages scolaires .</li> <li>• Mise en place de dispositifs "Sac à dos" pour des séjours axés sur la découverte et l'autonomie individuelle ou en petit groupe.</li> <li>• Conception de camps itinérants permettant une exploration de territoires et une sensibilisation à l'environnement .</li> <li>• Programmation de séjours courts thématiques (sportifs, culturels, scientifiques) .</li> <li>• Mobilisation des compétences internes des services de la collectivité pour l'organisation et l'encadrement des séjours.</li> </ul>
	<p>Echéances de réalisation</p> <p>Déploiement progressif et structuration de l'offre de séjours sur la période 2026-2030,</p>

	avec une programmation annuelle définie par les services mobilisés.
<p>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Service Enfance Jeunesse de la collectivité</li> <li>• Service des Sports de la collectivité</li> <li>• Résidence Habitat Jeune de la collectivité</li> <li>• Noms des responsables : À définir</li> </ul>	<p>Résultats attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une augmentation significative du nombre d'enfants et de jeunes participant à des séjours éducatifs et de loisirs.</li> <li>• Une diversification de l'offre de séjours proposée par la collectivité.</li> <li>• Un renforcement des compétences (autonomie, esprit critique, vivre-ensemble) des jeunes participants.</li> <li>• Une meilleure satisfaction des familles et des jeunes concernant l'accès aux loisirs éducatifs.</li> </ul>
<p>Partenaires sollicités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les services internes de la collectivité : Service Enfance Jeunesse, Service Sports, Résidence Habitat Jeune .</li> <li>• Les organismes habilités « Colos Apprenantes » SDJES, « Dispositif sac à dos » CAF.</li> <li>• Les partenaires locaux pour l'hébergement et les activités.</li> </ul>	<p>Indicateurs d'évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'enfants et de jeunes ayant participé à chaque type de dispositif (Colos Apprenantes, Sac à dos, Camp itinérant, Séjours courts) par an.</li> <li>• Taux de remplissage des séjours proposés.</li> <li>• Évaluation de la satisfaction des participants et de leurs familles (via des questionnaires).</li> <li>• Bilan qualitatif des apprentissages et compétences acquises par les jeunes.</li> </ul>

### Action 3.4 : Projet « Sac à dos »

<b>Constat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inégalités d'accès aux vacances et aux loisirs pour de nombreux jeunes du territoire (raisons financières, logistiques, manque d'accompagnement).</li> <li>- Besoin de favoriser l'autonomie, la mobilité et la découverte de nouvelles expériences.</li> <li>- Volonté des services de travailler ensemble (enfance jeunesse, cohésion sociale, PIJ, RHJ, MDC, service des sports et associations).</li> </ul>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès aux vacances pour tous les jeunes, notamment les plus éloignés de l'offre.</li> <li>- Développer l'autonomie, la mobilité et la mixité sociale.</li> <li>- Créer un projet fédérateur et transversal entre services et partenaires.</li> <li>- Valoriser les vacances comme levier éducatif, culturel et citoyen.</li> </ul>
<b>Publics</b>	Jeunes 16 à 25 ans du territoire (priorité aux publics fragilisés ou peu mobiles).
<b>Actions principales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un kit « Sac à dos » : infos pratiques, aides financières, idées séjours, accompagnement administratif.</li> <li>- Ateliers collectifs : préparer ses vacances, gérer un budget, organiser un séjour.</li> <li>- Accompagnement individuel par les services (PIJ, RHJ, MDC, PRE, ...).</li> <li>- Organisation de séjours collectifs pilotes favorisant l'autonomie (ex : mini-camps, séjours courts).</li> <li>- Communication ciblée auprès des jeunes et des familles.</li> </ul>
<b>Moyens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Humains : animatrices PIJ, MDC, PRE, ...</li> <li>- Techniques : outils numériques (Boussole, réseaux sociaux), supports pédagogiques.</li> <li>- Financiers : CAF (Vacaf, Vacances ouvertes), collectivité, cofinancements partenaires.</li> </ul>
<b>Partenariats</b>	CAF, associations d'éducation populaire, clubs sportifs, Éducation nationale, Mission locale, organismes de séjours, ...
<b>Indicateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de jeunes accompagnés via le dispositif.</li> <li>- Nombre de séjours réalisés (individuels ou collectifs).</li> <li>- Taux de recours aux aides vacances (CAF, collectivités).</li> <li>- Évolution de l'autonomie perçue des jeunes (évaluations, témoignages).</li> <li>- Diversité des profils participants (mixité sociale/territoriale).</li> </ul>
<b>Calendrier</b>	<p>2026 : Conception du kit et phase test avec ateliers.</p> <p>2027-2028 : Montée en charge, séjours collectifs pilotes.</p> <p>2029-2030 : Consolidation, élargissement à plus de jeunes et évaluation finale.</p>

#### Action 4.1 : Développement d'un portail famille : « L'espace citoyens »

<b>Objectifs</b>	<p>Proposer aux familles un guichet unique pour le service Petite Enfance, le service éducation, le service enfance jeunesse et le service des sports.</p> <p>Simplifier les démarches pour les familles.</p> <p>Permettre une meilleure communication avec les usagers et une meilleure connaissance des différentes propositions faites aux familles par la DEES.</p> <p>L'Espace Citoyens est une proposition complémentaire qui s'ajoute à l'accueil physique maintenu dans l'ensemble des services.</p>
<b>Contenu modalités de mise en œuvre</b>	<p>Une seule inscription pour l'ensemble des activités proposées aux familles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demande d'une place en crèche</li> <li>• Inscription scolaire (gestion des dérogations)</li> <li>• Inscription et réservation à la restauration scolaire et à la garderie</li> <li>• Inscription en centre de loisir</li> <li>• Inscription aux tickets « sport » et activités du service des sports</li> <li>• Paiement des diverses factures</li> </ul> <p>Développement d'un outil de communication et d'information numérique interactif</p>
<b>Pilote</b>	DEES, Service éducation, Service Petite Enfance, Service enfance jeunesse, Service des sports
<b>Partenaires</b>	Service communication, Service financier, CAF
<b>Moyens à mettre en œuvre</b>	<p>Formation de l'ensemble des utilisateurs (agents administratifs et de terrain)</p> <p>Reprise des données existantes</p> <p>Harmonisation des pratiques entre les différents services concernés</p> <p>Actions de communication et sensibilisation, à l'outil, à destination des familles (Temps d'échange en présentiel sur les différents sites)</p>
<b>Échéancier</b>	<p>Mise en ligne de l'Espace Citoyens le 14 décembre 2024</p> <p>Envoi de mails avec un lien d'inscription à chaque famille utilisatrice</p> <p>Démarrage de la gestion des services avec le logiciel CONCERTO au 01 janvier 2025</p> <p>Mise en ligne progressive des différentes propositions d'activités de Janvier à Août 2025</p>
<b>Indicateurs d'évaluation</b>	Statistiques de fréquentation de l'espace citoyens
<b>Analyse Globale</b> (à compléter 1 an après la mise en place)	<p>Après un démarrage un peu frileux, 75% des familles disposent au 01 septembre 2025 d'un accès à l'espace citoyens.</p> <p>L'outil a permis de moderniser les pratiques et d'être plus réactifs dans les réponses apportées aux familles.</p> <p>La communication est encore à optimiser. Elle sera développée de septembre à décembre 2025.</p> <p>Besoin de formation complémentaire pour les agents. (Début 2026)</p>

## Action 4.2 : Réparation vélo & apprentissage mécanique

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de flottes de vélos à entretenir des établissements scolaires et centres de loisirs</li> <li>- L'état de fonctionnement des vélos des enfants pose souvent des problèmes de sécurité</li> </ul>	<p><b>Public cible</b></p> <p>Enfants en milieu scolaire et périscolaire Enseignants et parents d'élèves</p>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser à la mobilité douce et aux enjeux environnementaux</li> <li>- Encourager l'usage du vélo comme moyen de transport quotidien</li> <li>- Augmentation de la pratique du vélo grâce à un matériel en bon état</li> <li>- Développement de compétences techniques et d'autonomie chez les enfants</li> <li>- Valorisation de la réparation de vélos plutôt que du remplacement</li> </ul>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception d'animations théoriques et pratiques autour de la mécanique vélo</li> <li>- Formation des encadrants – enseignants et animateurs parents d'élèves</li> <li>- Organisation d'ateliers (gonflage de pneus, réglages de base et une progression pédagogique vers les freins, transmission...)</li> <li>- Communication auprès des parents</li> <li>- Mise en place des 10 ateliers</li> <li>- Organisation de déplacements vers le Repair Café du Fab Lab et local de REAJIS</li> </ul> <hr/> <p><b>Échéances de réalisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement prestations REAJIS</li> <li>- Programmation de journées "remise en état des vélos de l'école/centres de loisirs"</li> <li>- Communication</li> <li>- Mise en place des prestations</li> </ul>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <p>Chargée de mission mobilités douces / Service Mobilité Référents Services Enfance Jeunesse et Écoles périscolaire</p>	<p><b>Résultats attendus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des enseignants, parents et enfants compétentes dans la mécanique de base</li> <li>- Des flottes vélo en bon état de fonctionnement et de sécurité</li> <li>- Des ateliers d'apprentissage</li> <li>- Des publics sensibilisés à l'état de leurs vélos</li> <li>- Appropriation du projet par la communauté éducative</li> </ul>
<p><b>Partenaires sollicités</b></p> <p>Écoles</p>	<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de vélos en fonctionnement</li> <li>- Nombre participants ateliers</li> <li>- Nombre vélos réparés</li> <li>- Satisfaction personnel écoles, enfants et parents</li> <li>- Tests acquis compétences en mécanique</li> </ul>

## Action 4.2 : VÉLOBUS péri- et extra-scolaire

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <p>Constat d'un besoin de développer la mobilité active et collective dès le plus jeune âge et de préparer les enfants pour le Savoir rouler à vélo</p>	<p><b>Public cible</b></p> <p>Enfants de 6 à 11 ans des quartiers Saint Michel / Vallée d'Auge en Accueil Collectif de Mineurs et dans les écoles primaires Anne Frank et Ginette Kolinka</p>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de la mobilité douce et active auprès des enfants et des parents</li> <li>- Promotion de l'activité physique quotidienne</li> <li>- Renforcement du lien social entre enfants et familles</li> <li>- Développement du sens de responsabilité des enfants</li> <li>- Sensibiliser les enfants aux bons comportements et au code de la route</li> <li>- Contribuer à la réduction des émissions CO2</li> <li>- Apaiser les abords d'école / centre de loisirs</li> </ul>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Choix et achat de vélobus, son entretien</li> <li>- Identification de parcours sécurisés</li> <li>- Formation des conducteurs / accompagnateurs</li> <li>- Organisation logistique des lignes et parcours (planning, inscriptions, etc...)</li> <li>- Mise à disposition des casques et gilets de sécurité</li> <li>- Communication aux parents et aux enfants</li> <li>- Mise en place de lignes de ramassage scolaire et de parcours ACM à vélobus</li> </ul> <hr/> <p><b>Échéances de réalisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commande vélo bus en 2025</li> <li>- Phase de test printemps 2026</li> <li>- Évaluation et adaptation</li> <li>- Mise en service rentrée 2026</li> </ul>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <p>Chargée de mission mobilités douces / Service Mobilité</p> <p>Référents Services Enfance Jeunesse et Écoles péri-scolaire</p>	<p><b>Résultats attendus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des familles sensibilisées à des mobilités alternatives</li> <li>- Impact sur déplacements des familles</li> <li>- Une motivation pour l'activité physique chez les enfants pour la pratique du vélo</li> <li>- Une influence positive sur l'ambiance et la ponctualité à l'école et au centre de loisir</li> <li>- L'évitement d'émissions CO2</li> <li>- Des retombées médiatiques</li> </ul>
<p><b>Partenaires sollicités</b></p> <p>Direction Ecole Anne Franck</p> <p>Service communication</p>	<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre enfants participants</li> <li>- Nombre de km parcourus</li> <li>- Satisfaction enfants et parents</li> </ul>

### Action 4.3 : Développement d'une nouvelle typologie de logements – Résidence Habitat Jeunes Le Pass'haj

<b>Constat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin croissant de solutions de logement très temporaires et accessibles pour les jeunes en transition (emploi, formation, stages, missions courtes).</li> <li>- Actuellement, l'offre de la résidence est majoritairement en logements longue durée.</li> <li>- Sous-utilisation des combles de la résidence, offrant une opportunité d'aménagement.</li> </ul>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer 4 à 6 chambres louables à la semaine, adaptées aux jeunes en mobilité courte.</li> <li>- Favoriser l'accès au logement pour des parcours variés (alternance, intérim, saisonnier, étudiant, en attente de logement stable).</li> <li>- Renforcer l'attractivité et la mixité de l'offre de la résidence.</li> <li>- Optimiser les espaces disponibles dans la résidence.</li> </ul>
<b>Publics</b>	Jeunes 16-30 ans : apprentis, stagiaires, intérimaires, étudiants, jeunes actifs en mission courte ou en insertion.
<b>Actions principales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des combles en 4 à 6 chambres équipées.</li> <li>- Organisation d'une salle de bain partagée pour 2 logements.</li> <li>- Utilisation de la cuisine commune déjà existante au RDC.</li> <li>- Définition d'un règlement spécifique et d'une tarification adaptée (location hebdomadaire).</li> <li>- Communication ciblée auprès des missions locales, entreprises, CFA, établissements scolaires et structures d'insertion.</li> </ul>
<b>Moyens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Humains : direction et équipe socio-éducative de la résidence.</li> <li>- Techniques : services techniques, architecte, artisans, aménagement mobilier.</li> <li>- Financiers : CAF, collectivités, subventions régionales/départementales, participation des jeunes (redevance).</li> </ul>
<b>Partenariats</b>	CAF, collectivité, bailleurs sociaux, Mission Locale, entreprises locales, CFA/lycées professionnels, structures d'insertion et mobilité.
<b>Indicateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de chambres créées et taux d'occupation.</li> <li>- Nombre de jeunes accueillis en court séjour.</li> <li>- Profil des bénéficiaires (stagiaires, saisonniers, étudiants).</li> <li>- Satisfaction des jeunes et partenaires.</li> <li>- Équilibre économique du dispositif.</li> </ul>
<b>Calendrier</b>	<p>2026 : Étude de faisabilité et montage financier.</p> <p>2027 : Travaux et aménagement.</p> <p>2028-2030 : Mise en service, suivi de l'occupation et évaluation du dispositif.</p>

## Action 5.1 : Promouvoir une culture de la prévention et de la santé dès le plus jeune âge

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <p>Le diagnostic souligne la nécessité de renforcer les réflexes de prévention primaire (nutrition, hygiène, activité physique) chez les enfants de moins de 10 ans et leurs familles, afin de réduire l'incidence future des maladies chroniques et des comportements à risque.</p>	<p><b>Public cible</b></p> <p>Enfants de 0 à 10 ans, ainsi que leurs parents, les professionnels de la petite enfance, du périscolaire, de l'extrascolaire.</p>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Déployer au moins 4 ateliers annuels de sensibilisation à la santé dans chaque structure petite enfance, périscolaire et extrascolaire participante.</li> <li>2. Intégrer des modules de prévention santé dans au moins des programmes des structures.</li> <li>3. Augmenter le taux de participation des parents aux réunions d'information / ateliers sur la nutrition et le sommeil dans les structures d'ici 2030.</li> </ol>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <p>Création de mallettes pédagogiques adaptées à l'âge (0-3 ans, 4-6 ans, 7-10 ans). Formation des professionnels en lien avec le public cible à ces outils. Organisation d'événements "Santé en Famille" réguliers.</p>
	<p><b>Échéances de réalisation</b></p> <p>2026 : Création des outils pédagogiques et phase de formation. 2027-2029 : Déploiement généralisé. 2030 : Bilan final et évaluation d'impact.</p>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <p>Service de la Petite Enfance, Enfance, Education Direction de l'Éducation.</p>	<p><b>Résultats attendus</b></p> <p>Une meilleure connaissance des gestes de prévention chez les enfants et les familles. Une adoption accrue de comportements favorables à la santé (hygiène, alimentation équilibrée, sommeil). Une réduction des inégalités sociales de santé par l'éducation précoce.</p>
<p><b>Partenaires sollicités</b></p> <p>Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Education Nationale, Agence Régionale de Santé (ARS) via la coordinatrice prévention/santé, Associations de parents, Médecins PMI.</p>	<p><b>Indicateurs d'évaluation</b></p> <p>Nombre d'ateliers réalisés (par an et par structure). Nombre d'enfants touchés (par tranche d'âge). Taux de satisfaction des professionnels formés.</p>

## Action 5.2 : Favoriser le bien-être en agissant sur les déterminants de santé

<p><b>Diagnostic initial</b></p> <p>Le diagnostic souligne la fragmentation des actions de prévention sur le territoire et la nécessité d'harmoniser les interventions sur le bien-être mental et physique à travers les différents lieux de vie de l'enfant et du jeune. Les facteurs environnementaux (accès aux espaces verts, qualité du logement) et sociaux (isolement des familles, pression scolaire/professionnelle) sont identifiés comme des déterminants majeurs du mal-être de cette population.</p>	<p><b>Public cible</b></p> <p>Enfants de 0 à 18 ans et jeunes adultes de 18 ans et plus, touchés dans l'ensemble des structures d'accueil et d'accompagnement : crèches, écoles (maternelle/élémentaire/secondaire), accueils de loisirs (péris/extrascolaire), Points Information Jeunesse (PIJ), Programmes de Réussite Éducative (PRE), Centres Socio-Culturels, clubs sportifs et Résidences Habitat Jeunes (RHJ).</p>
<p><b>Objectifs opérationnels</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mettre en place un plan de formation annuel pour les professionnels des structures partenaires (crèche, école, PIJ, RHJ, centre social, sport) sur l'identification précoce des signes de mal-être.</li> <li>2. Créer des « Parcours Bien-Être » adaptés aux tranches d'âge (0-6 ans, 6-12 ans, 13-18 ans, 18 ans et +) intégrant activité physique, nutrition et accès à la culture.</li> <li>3. Aménager ou labelliser de nouveaux espaces "ressources" dédiés à la parole dans les structures jeunesse d'ici 2030.</li> </ol>	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <p>Intervention en milieu de vie : Déploiement d'une équipe partenariale mobile de soutien et d'écoute. Renforcement de l'accompagnement des familles sur les déterminants éducatifs et sociaux. Partenariat Sport/Santé : Subventionner des activités sportives favorisant l'inclusion et la cohésion. Coordination : Mise en place de référents « Bien-Être et Déterminants » sur le territoire et dans chaque structure d'accueil.</p>
	<p><b>Échéances de réalisation</b></p> <p>2026 : Formation initiale des référents / professionnels et développement des outils de diagnostic. 2027-2029 : Déploiement des parcours ciblés et aménagements des espaces ressources. 2030 : Bilan quantitatif et qualitatif, ajustement des dispositifs.</p>
<p><b>Services mobilisés et noms des responsables de l'action</b></p> <p>Direction de l'Éducation, Direction du Social.</p>	<p><b>Résultats attendus</b></p> <p>Une amélioration significative de la santé mentale et du sentiment de sécurité chez les 0-18 ans et plus. Une meilleure prise en compte des déterminants sociaux de santé par l'ensemble des professionnels. Une augmentation de l'engagement des jeunes et des familles dans les activités favorisant le bien-être.</p>

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
<p>Protection Maternelle et Infantile (PMI), Éducation Nationale, Agence Régionale de Santé (ARS), Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Associations sportives et culturelles.</p>	<p>Taux de participation des professionnels aux formations. Nombre d'utilisateurs fréquentant les nouveaux espaces ressources. Évolution des résultats des enquêtes annuelles sur le bien-être et le sentiment d'appartenance (jeunes/familles). Nombre d'actions interservices menées.</p>

Les parties s'engagent à mobiliser, selon leur disponibilité, des moyens humains et matériels (données, statistiques, ...) et à associer si besoin d'autres partenaires pour la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention un Comité de pilotage, composé de représentants de la Caf de l'Orne, des élus de Terres d'Argentan Interco, des Villes de Trun, d'Ecouché les vallées et de Monts sur Orne, ainsi que de l'Éducation Nationale, se réunira une fois par an.

Le Comité de pilotage :

- valide les ambitions proposées ;
- s'assure du bon déroulement de la mise en œuvre de la convention ;
- veille à la complémentarité des actions et des interventions sur le territoire ;
- assume les choix stratégiques de communication vers le Conseil de communautaire ;
- contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents Comités de pilotage thématiques existants ;
- porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire ;
- évalue les actions.

Le Comité de pilotage est porté par le Président de Terres d'Argentan Interco et le Président de la CAF.

Des Comités techniques sont également mis en place. Ils regroupent des techniciens, les partenaires institutionnels et associatifs.

Ils se réunissent 1 à 2 fois par an pour :

- décliner les axes de travail en action ;
- proposer les indicateurs permettant l'évaluation des actions ;
- ajuster ces dernières au besoin ;
- proposer de nouveaux axes de travail au Comité de pilotage le cas échéant.

Une évaluation est conduite tout au long de la CTG. Cette évaluation, concertée au sein du Comité de pilotage, doit permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées. Une aide à l'évaluation est proposée par les Comités techniques, qui travaillent sur les indicateurs ad hoc.

Des évaluations annuelles seront réalisées sur la base d'indicateurs validés par les parties. Toute évaluation entraînant une modification de la présente convention ou des annexes peut faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

**ANNEXE 6 – Délibération du Conseil communautaire de Terres d'Argentan Interco en date du 2 décembre 2025, de la commune de Trun en date du 10 décembre 2025, de la commune d'Écouché-les-Vallées en date du 4 décembre 2025, de la commune de Monts-sur-Orne en date du 15 décembre 2025 et de la commune d'Argentan en date du 2 février 2026.**

Accusé de réception en préfecture  
061-200066450-20251202-CC-2025-215-DE  
Date de télétransmission : 05/12/2025  
Date de réception préfecture : 05/12/2025

<p><b>TERRES D'ARGENTAN INTERCO</b></p> <p><b>Département de l'Orne</b></p>	<p><b>Délibération du Conseil communautaire</b></p> <p><b>Séance du 2 décembre 2025</b></p>
<p><u>Date de convocation</u> 25 novembre 2025</p> <p><u>Conseillers</u> En exercice : 82 Présents : 58 Pouvoirs : 7 Votants : 65</p> <p><u>Vote</u> Pour : 65 Contre : 0 Abstention : 0</p> <p>Publication le : - 9 DEC. 2025</p>	<p>Le deux décembre deux mil vingt-cinq à dix-huit heures, le Conseil communautaire de Terres d'Argentan Interco s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de ville d'Argentan, sous la présidence de Frédéric LEVEILLÉ, président de Terres d'Argentan Interco.</p> <p><u>Présents en tant que titulaires</u> : LEVEILLÉ Frédéric, <i>Président</i> ; TOUSSAINT Philippe, <i>1<sup>er</sup> vice-président</i> ; GASSEAU Brigitte, <i>2<sup>ème</sup> vice-présidente</i> ; VIEL Gérard, <i>3<sup>ème</sup> vice-président</i> ; ÉCOBICHON Florence, <i>4<sup>ème</sup> vice-présidente</i> ; BELLANGER Patrick, <i>5<sup>ème</sup> vice-président</i> ; MENEREUL Jean-Louis, <i>6<sup>ème</sup> vice-président</i> ; CHOQUET Brigitte, <i>7<sup>ème</sup> vice-présidente</i> ; MICHEL Clothilde, <i>8<sup>ème</sup> vice-présidente</i> ; ALLIGNÉ Christophe ; APPERT Catherine ; BALLON Michèle ; BALLOT Jean-Philippe ; BEAUVAIS Philippe ; BENOIST Danièle ; BERRIER Daniel ; BEUCHER Christophe ; BISSON Jean-Marie ; BOISSEAU Nadine ; CHARLES Christian ; CLAEYS Patrick ; CLEREMBAUX Thierry ; COUANON Thierry ; COUPRIT Pierre ; DELABASLE Stanislas ; DELAUNAY Amélie ; DROUIN Jacques ; FRÉNÉHARD Guy ; GEOFFROY Catherine ; GOBÉ Carine ; GODET Frédéric ; GUILLOCHIN Katia ; JIDOUARD Philippe ; JOUADÉ Yannick ; LADAME Julian ; LAMBERT Hervé ; LASNE Hervé ; LE FEUVRIER Patricia ; LEROUX Jean-Pierre ; LOLIVIER Alain ; LOUVET Nathalie ; MADEC Boris ; MAHIEUX Bernard ; MALLET Gilles ; MELOT Michel ; MÈNARD Jacqueline ; MESSENGER Brigitte ; MONTEGGIA Martine ; PRIGENT Jacques ; ROGER Nathalie ; RUPPERT Roger ; SANCHEZ Nadia ; SCHNEIDER Xavier ; THIERRY Anne-Charlotte ; VERRIER Patrice.</p> <p><u>Présents en tant que suppléants</u> : CUVELIER Bruno (pour GARNIER Philippe) ; MANSON Jean-Yves (pour MORIN Lucienne) ; LESEUR Jacques (pour SÉJOURNÉ Hubert).</p> <p><u>Excusés</u> : LERAT Michel, <i>5<sup>ème</sup> vice-président</i> (pouvoir à LEVEILLÉ Frédéric) ; BELHACHE Alexandra (pouvoir à BENOIST Danièle) ; Karine BOURDELAS ; BUON Michel ; GRESSANT Taly (pouvoir à GOBÉ Carine) ; LAHAYE Jean-Jacques (pouvoir à LEROUX Jean-Pierre) ; LE CHERBONNIER Louis ; MARRIÈRE Daniel (pouvoir à VERRIER Patrice) ; PICCO Alain ; De VIGNERAL Guillaume (pouvoir à GASSEAU Brigitte) ; VIMONT Jacques (pouvoir à CHARLES Christian).</p> <p><u>Absents</u> : BARDIN Franck ; BLAIS-LEBLOND Laëticia ; CHRISTOPHE Hubert ; DERRIEN Anne-Marie ; DROUET Nicolas ; GAYON Sylvie, <i>7<sup>ème</sup> vice-présidente</i> ; GOSSELIN Alain ; De GOUSSENCOURT Marc ; HOULLIER Karim ; LAMOTHE Patrick ; LECERF Lionel ; SAUSSAIS Delphine ; TÈRÈSA Isabelle.</p>
<p><b>CC-2025-215</b></p>	<p><b>Convention Territoriale Globale pour la période 2026-2030</b></p>

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-10 ;  
Considérant la plus-value pour le territoire de contractualiser dans le cadre de la Convention Territoriale Globale ;

Considérant les modifications apportées par la Caisse d'allocations familiales de l'Orne, la définition et les objectifs du SPPE (Service Public de la Petite Enfance) ainsi que les missions des autorités organisatrices des services de la Petite Enfance ;  
Considérant l'avis favorable de la Commission Éducation du 19 novembre 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

**Article 1**

D'abroger la délibération communautaire n° CC-2025-174 du 30 septembre 2025.

**Article 2**

D'approuver la Convention Territoriale Globale pour la période 2026-2030, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 3**

D'autoriser Monsieur le Président, ou Monsieur Jean-Louis MENEREUL, 8<sup>ème</sup> Vice-Président délégué, à signer la convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne mise en œuvre de cette délibération.

**Article 4**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyen » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le secrétaire de séance,  
Julian LADAME



Le Président,  
Frédéric LEVEILLÉ



## DÉLIBÉRATION

Nombre de  
conseillers 14  
En exercice 14  
Présents 9  
Votants 13

L'an deux mil vingt cinq,  
Le 10 décembre 2025 à 18h30  
Le Conseil Municipal de la commune de TRUN  
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du conseil municipal, sous  
la présidence de Monsieur Jacques PRIGENT, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 02 décembre 2025

Présents : Monsieur Jacques PRIGENT, Madame Florence ECOBICHON, Monsieur Éric  
RIEDINGER, Monsieur Hervé BROU, Monsieur Fabien JOUADÉ, Madame Anita  
LEVALLOIS, Monsieur Philippe POTTIER, Madame Lydia POUPIN, Madame Renée  
SAUSSAIS

Absents excusés : Monsieur Jean-Louis DESVIGNE représenté par Madame Lydia  
POUPIN, Monsieur André DEBEVE représenté par Monsieur Jacques PRIGENT,  
Madame Anne-Marie TREUIL représentée par Madame Renée SAUSSAIS, Madame Léa  
VIEL représentée par Madame Florence ECOBICHON Monsieur Vincent LEBRETON,  
absent

Secrétaire de séance : Madame Lydia POUPIN

### CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE POUR LA PÉRIODE 2026-2030

DEL DE\_094\_2025

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-10 ;

**CONSIDÉRANT** la plus-value pour le territoire de contractualiser dans le cadre de la Convention  
Territoriale Globale ;

**CONSIDÉRANT** les modifications apportées par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Orne, la  
définition et les objectifs du SPPE (Service Public de la Petite Enfance) ainsi que les missions des  
autorités organisatrices des services de la Petite Enfance ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide :

**ARTICLE 1. D'ABROGER** la délibération n°080-2025 du 29 octobre 2025

**ARTICLE 2. D'APPROUVER** la Convention Territoriale Globale pour la période 2025 – 2030, telle  
qu'annexée à la présente délibération.

**ARTICLE 3. D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention et à prendre toutes les mesures  
nécessaires à la bonne mise en œuvre de cette délibération.

**ARTICLE 3.** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant  
le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa  
réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application  
informatique « Télérecours citoyen » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.



Jacques PRIGENT  
Maire de TRUN

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le

ID : 061-200077583-20251204-2025\_07\_06-08



République française  
Département de l'Orne  
Arrondissement d'Argentan  
Canton de Magny-le-Désert

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL D'ÉCOUCHÉ-LES-VALLÉES

### SÉANCE DU 4 décembre 2025

L'An deux mille vingt-cinq, le 4 décembre à vingt heures, le conseil municipal de la commune d'Écouché-les-Vallées, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Alain LOLLIER, Maire.

**Présents :** L. ARLEY, M. BALLON, A. BELLAN, E. CHAPLAIN, L. CHAPLAIN, C. DENIS, L. HAMEL, E. HARDY, L. LESGAGÈS, P. LEVEILLÉ, A. LOLLIER, J.-M. MACÉ, A. PAUMIER, M. PILLON, J. POUSSIER, M. RAYON, D. THUAULT, G. VIEL.

**Absents excusés :** M. BEAUDOIN pourvu à L. ARLEY, M.-T. BRARD, A.-C. CHESNEL-LAUDIC, R. LENORMAND, V. MADOUX.

**Absentes :** N. CARDON, G. MORIN.

Mme ARLEY a été désignée secrétaire de séance.

**Convocation :** 27/11/2025

**Affichage :** 27/11/2025

Membres en exercice : 25

Membres présents : 18

Membres votants : 19

N° 2025-07-06

Convention territoriale globale 2026-2030

Une Convention territoriale globale est une convention-cadre politique et stratégique qui permet d'élaborer et de mettre en œuvre un projet social de territoire partagé.

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales

(Caf)

Considérant la nécessité de conclure la convention territoriale globale

À l'unanimité,

### DÉLIBÈRE

**APPROUVE** la convention territoriale globale pour la période 2026-2030.

**AUTORISE** Monsieur le maire à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification, et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait et délibéré les jours,  
mois et an que dessus.  
Le registre dûment signé.  
Pour copie conforme,

La secrétaire de séance  
Lucie Arley

Le Maire,  
Alain LOLLIER



Envoyé en préfecture le 10/12/2025

Reçu en préfecture le 10/12/2025

Publié le

ID : 051-200077485-20251210-D2025\_84-AR

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15/12/2025

L'an deux mil vingt-cinq, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de Monts-sur-Orne, sous la présidence de M. Gilles MALLET, Maire.

### NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 18

Présents : 14

Absents : 4

Contre :  
Abstentions :

### Étaient présents :

Mme BARON Jacqueline, Mme BREMENSON Géraldine, Mme CRISON Lucie, M. DUVAL Damien, M. DUVENT Christophe, Mme FOUET Annie, M. GRAINDORGE Jean-Louis, M. GUYARD Philippe, M. LEBAS Jean-Thierry, Mme LEBAS Jean-Pierre, M. LEBOINE-DERENNE Aurélie, M. MALLET Gilles, Mme MEYER Véronique, M. OZENE Laurent, M. SOLMY Bernard

### Procurator(s) :

Mme LEBAS Soizic donne pouvoir à Mme FOUET Annie, M. MAZER Jean-Pierre donne pouvoir à Mme MEYER Véronique, M. SOLMY Bernard donne pouvoir à M. GUYARD Philippe

### Étai(ent) absent(s) :

Mme PAIN Maryannick

### Étai(ent) excusé(s) :

Thomas MOREL

A été nommé(e) comme secrétaire de séance : Mme MEYER Véronique

Numéro interne de l'acte : D2025\_78

Objet : Signature convention CAF

Date d'affichage  
09/12/2025

Acte rendu exécutoire après  
dépôt en Préfecture le :

...

et publication du :

...

Madame Véronique MEYER rappelle à l'assemblée :

*VU les articles L.263-1, L.223-1 et L.227-1 à 3 du Code de la Sécurité Sociale ;*

*VU le Code de l'action sociale et des familles ;*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

CONSIDÉRANT le projet de Convention Territoriale Globale visant à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre ;

CONSIDÉRANT que tous les champs d'intervention de la CAF peuvent être mobilisés : la petite enfance, l'enfance, la parentalité, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits, le logement, le handicap.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver la Convention Territoriale Globale 2026-2030.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous documents y afférents.

Commune de MONTS-SUR-ORNE

Envoyé en préfecture le 16/12/2025

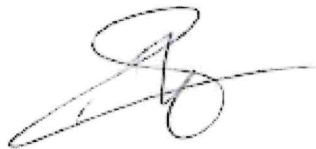
Reçu en préfecture le 16/12/2025

Publié le

ID : 001-200077485-20251216-D2025\_84-AR

VOTE : Adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

La Secrétaire de séance,  
Véronique MEYER



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait certifié conforme.  
Fait à MONTS-SUR-ORNE  
Le Maire,  
Gilles MALLET

